

**PARLEMENT DE LA REGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

SESSION ORDINAIRE 2005-2006

23 MAI 2006

PROPOSITION DE RESOLUTION

**visant à garantir l'attribution d'un logement
adapté à une personne handicapée ou
à mobilité réduite**

RAPPORT

fait au nom de la Commission
du Logement et de la Rénovation urbaine

par Mmes Michèle HASQUIN-NAHUM et
Nadia EL YOUSFI (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : M. Mohamed Azzouzi, Mme Michèle Carthé, M. Mohammadi Chahid, Mme Nadia El Yousfi, MM. Michel Colson, Olivier de Clippele, Vincent De Wolf, Mmes Michèle Hasquin-Nahum, Céline Fremault, MM. Bertin Mampaka Mankamba, Alain Daems, Erland Pison, Mme Carla Dejonghe, M. Fouad Ahidar.

Membres suppléants : Mmes Fatiha Saïdi, Dominique Braeckman, Brigitte De Pauw.

Autres membres : Mme Françoise Schepmans, M. Jean-Luc Vanraes.

Voir :

Document du Parlement :
A-231/1 – 2005/2006 : Proposition de résolution.

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

GEWONE ZITTING 2005-2006

23 MEI 2006

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**om een aangepaste woning te waarborgen
voor een gehandicapte of een persoon
met beperkte mobiliteit**

VERSLAG

uitgebracht namens de Commissie
voor de Huisvesting en Stadsvernieuwing

door mevrouw Michèle HASQUIN-NAHUM en
mevrouw Nadia EL YOUSFI (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heer Mohamed Azzouzi, mevr. Michèle Carthé, de heer Mohammadi Chahid, mevr. Nadia El Yousfi, de heren Michel Colson, Olivier de Clippele, Vincent De Wolf, mevr. Michèle Hasquin-Nahum, mevr. Céline Fremault, de heren Bertin Mampaka Mankamba, Alain Daems, Erland Pison, mevr. Carla Dejonghe, de heer Fouad Ahidar.

Plaatsvervangers : mevr. Fatiha Saïdi, mevr. Dominique Braeckman, mevr. Brigitte De Pauw.

Andere leden : mevr. Françoise Schepmans, de heer Jean-Luc Vanraes.

Zie :

Stuk van het Parlement :
A-231/1 – 2005/2006 : Voorstel van resolutie.

I. Exposé introductif de M. Vincent De Wolf, auteur de la proposition de résolution

Les personnes à mobilité réduite (PMR) éprouvent des difficultés particulières à accéder et à évoluer dans des logements qui ne sont pas adaptés à leur handicap. En Région bruxelloise, le service bruxellois francophone des personnes handicapées traite les demandes de ces personnes, soit propriétaires, soit locataires, d'accéder à un logement qui peut être adapté à leur handicap : il s'agit essentiellement de faciliter l'accès aux sanitaires, de veiller à ce que le logement dispose d'un ascenseur ou d'un monte-personne, d'une douche de plain pied, de barres d'appui, d'un parlophone et d'un bouton ouvre-porte électrique accessible, de même que des prises électriques et commutateurs situés à une hauteur accessible aux personnes en chaise roulante.

Seule une petite partie des logements sociaux peut accueillir des PMR. Or, lorsqu'une personne handicapée dispose d'un logement qui a été adapté grâce à un subside qui a été donné par la Région bruxelloise, et que cette personne doit quitter pour une raison ou pour une autre son logement adapté, celui-ci revient dans le pot commun à attribuer à des personnes sur une liste d'attente, et n'est pas automatiquement réattribuable à une autre personne handicapée. L'investissement public est donc perdu.

La présente proposition de résolution vise à demander au gouvernement d'adapter la législation afin de donner la priorité aux PMR dans l'obtention d'un logement social adéquat, en leur octroyant une dérogation. Les logements de ce type sont déjà répertoriés sur une banque de données accessible sur le net, sur le site « Access log ». Le dispositif de la résolution demande donc simplement au gouvernement de « prendre toutes initiatives utiles afin de privilégier l'accès des logements sociaux adaptés aux personnes handicapées et PMR telles que, par exemple, la constitution d'une liste spécifique aux PMR et la modification des dispositions légales et/ou réglementaires afin que les appartements adaptés soient attribués par préférence aux PMR qui réunissent les conditions d'accès au logement social. ».

II. Discussion générale

La Secrétaire d'Etat Françoise Dupuis précise que ce sujet a été amplement discuté dans le cadre de la politique générale des personnes handicapées. Il faut constater qu'aujourd'hui, 82 logements sociaux sont inscrits comme disposant d'une AVJ (Assistance à la Vie Journalière), tandis que 223 logements sont réservés aux personnes handicapées. Mais il convient de souligner qu'un handicap n'est pas l'autre : par exemple, une porte plus large, facilitant le passage à des personnes en chaise roulante, ne convient pas nécessairement à des aveugles. Mais ces aménagements

I. Inleidende uiteenzetting van de heer Vincent De Wolf, indiener van het voorstel van resolutie

De personen met beperkte mobiliteit (PMB's) ondervinden bijzondere moeilijkheden om toegang te krijgen tot en om te leven in een woning die niet berekend is op hun handicap. In het Brussels Gewest, behandelt de Brusselse Franstalige Dienst voor Gehandicapten de aanvragen van die mensen, zowel eigenaars als huurders, voor een aan hun handicap aangepaste woning. Het gaat er voornamelijk om de toegang tot de sanitaire voorzieningen te vergemakkelijken, ervoor te zorgen dat de woning beschikt over een lift of een traplift, een douche, steunstaven, een gemakkelijk te bereiken parlofoon en een elektrische deurknop, alsmede stopcontacten en schakelaars op een hoogte die bereikbaar is voor rolstoelgebruikers.

Slechts een klein gedeelte van de sociale woningen is geschikt voor PBM's. Als een gehandicapte een woning heeft die dankzij een subsidie van het Brussels Gewest aangepast is en die persoon om een of andere reden de aangepaste woning moet verlaten, komt die in de « gezamenlijke pot » om te worden toegewezen aan degenen die op een wachtlijst staan, dus niet automatisch opnieuw aan een andere gehandicapte. De overheidsinvestering is dus verloren.

Met dit voorstel van resolutie wordt de regering gevraagd om de wetgeving aan te passen en voorrang te geven aan de PBM's bij de toekenning van een geschikte sociale woning, door een afwijking toe te staan. Dergelijke woningen zijn opgenomen in een gegevensbank die op het internet te vinden is, op de site Access log. In het verzoevend gedeelte van de resolutie wordt de regering opgeroepen om « alle initiatieven te nemen die nuttig zijn om de toegang van gehandicapten en PMB's tot aangepaste sociale woningen te vergemakkelijken door bijvoorbeeld een specifieke lijst van PMB's aan te leggen en de wets- en/of verordeningsbepalingen zo te wijzigen dat de aangepaste appartementen bij voorkeur toegewezen worden aan de PMB's die voldoen aan de voorwaarden om in aanmerking te komen voor een sociale woning. ».

II. Algemene bespreking

Staatssecretaris Françoise Dupuis preciseert dat de kwestie uitvoerig besproken is in het kader van het algemene gehandicaptenbeleid. Men moet vaststellen dat er heden 82 sociale woningen ingeschreven staan als beschikbaar over een bijstand in het dagelijks leven, terwijl 223 woningen voor gehandicapten bestemd zijn. Er moet evenwel worden benadrukt dat de ene handicap de andere niet is. Een bredere deur, waar rolstoelgebruikers gemakkelijker door kunnen, is daarom niet geschikt voor blinden. Die specifieke aanpassingen bestaan. Voor een zeker aan-

spécifiques existent. Un certain nombre de ces logements font l'objet de conventionnements avec des CPAS ou des asbl, puisque la base légale existe pour ce faire. La secrétaire d'Etat n'est cependant pas enthousiaste à modifier la législation existante, puisque des attributions exceptionnelles sont déjà possibles dans le cadre des 40 % de dérogations autorisées. Ces dérogations se font avec l'accord des délégués sociaux, compétents pour réserver ces logements adaptés aux personnes handicapées. Il resterait donc à faire le collationnement des logements adaptés qui ont été aménagés avec des subventions spécifiques, ce qui ne pose pas de problème.

La Secrétaire d'Etat propose d'obliger tout de suite les SISF, par le biais d'une circulaire dont elle transmettra copie à la commission, à faire usage de leurs dérogations de cette manière-là. Cette formule pourrait ainsi rencontrer le souci de M. De Wolf.

M. Vincent De Wolf se réjouit de la réponse constructive de la secrétaire d'Etat, mais lui signale que concrètement, dans la pratique, cela ne se passe pas du tout comme cela. Il y a toujours des personnes lourdement handicapées qui n'ont pas de priorité pour accéder à un logement adapté, que l'on attribue à quelqu'un d'autre. Sur le plan humain, c'est très choquant.

Rien n'empêche donc que cette proposition de résolution soit adoptée, moyennant éventuellement un amendement qui supprimerait dans le dispositif la demande de modification de la législation.

Mme Michèle Carthé affirme être tout à fait sensible au sujet évoqué par M. De Wolf. Mais l'objet d'une résolution est d'inviter le gouvernement à prendre des dispositions, or la commission vient d'être rassurée par la réponse de la secrétaire d'Etat.

La secrétaire d'Etat estime que M. De Wolf vient de l'interpeller, et ne voit pas en quoi une résolution doit être laissée dans les annales du Parlement à ce sujet, alors qu'il vient d'être répondu à sa demande.

M. Vincent De Wolf rappelle qu'il a déjà interpellé à ce sujet la secrétaire d'Etat, qui lui a répondu qu'il y avait tellement peu de logements concernés que ça ne valait pas la peine. L'intervenant estime indigne de la part de la secrétaire d'Etat de refuser de voter ce texte, uniquement parce qu'elle déclare à présent avoir l'intention d'envoyer une circulaire, ce qu'elle n'aurait peut-être pas fait si l'intervenant n'avait insisté en déposant cette proposition.

La Secrétaire d'Etat Françoise Dupuis rappelle ce qu'elle avait déjà répondu lors de cette interpellation, en donnant les chiffres précis des logements adaptés et en soulignant qu'il était possible d'utiliser des dérogations dans le sens souhaité. Puisque M. De Wolf attire son attention sur le fait qu'il n'en va peut-être pas partout ainsi, il y a donc lieu d'en-

tal logements, zijn er overeenkomsten gesloten met OCMW's of vzw's omdat de rechtsgrond daarvoor bestaat. De staatssecretaris heeft echter niet veel zin om de bestaande wetgeving te wijzigen omdat er reeds uitzonderlijke toekenningen mogelijk zijn in het kader van de 40 % toegestane afwijkingen. Die afwijkingen worden verleend met instemming van de sociaal gemachtigden, die bevoegd zijn om die aangepaste woningen te reserveren voor gehandicapten. Er zou dus nog moeten worden gekeken naar de aangepaste woningen die zijn ingericht met specifieke subsidies, wat geen probleem is.

De staatssecretaris stelt voor om de OVM's meteen, via een circulaire waarvan zij de commissie een afschrift zal bezorgen, te verplichten om op die manier gebruik te maken van hun afwijkingen. Zo zou men de heer De Wolf genoegdoening kunnen geven.

De heer Vincent De Wolf is ingenomen met het constructieve antwoord van de staatssecretaris maar poneert dat het er concreet, in de praktijk, niet zo aan toe gaat. Er zijn altijd zwaar gehandicapten die geen voorrang hebben bij de toekenning van een aangepaste woning, die men aan iemand anders toekent. Uit menselijk oogpunt, is dat zeer ergerlijk.

Niets belet dus dat dit voorstel wordt aangenomen, mits eventueel een amendement om het verzoek tot wijziging van de wetgeving in het verzoekend gedeelte te schrappen.

Mevrouw Michèle Carthé poneert dat zij erg gevoelig is voor de kwestie die de heer De Wolf heeft aangekaart. Een resolutie is echter bedoeld om de regering te vragen maatregelen te nemen. De commissie is evenwel zopas gerustgesteld door het antwoord van de staatssecretaris.

De staatssecretaris meent dat de heer De Wolf haar zopas aan de tand heeft gevoeld en ziet niet in waarom een resolutie in de annalen van het Parlement moet prijken terwijl zijn verzoek ingewilligd wordt.

De heer Vincent De Wolf herinnert eraan dat hij de staatssecretaris daarover reeds geïnterpelleerd heeft. Zij heeft hem toen geantwoord dat het om zo weinig woningen ging dat het niet de moeite was. De spreker vindt het schandelijk dat de staatssecretaris weigert om die tekst goed te keuren louter omdat zij verklaart nu van plan te zijn een circulaire te sturen, wat ze wellicht niet zou gedaan hebben, mocht de spreker niet aangedrongen hebben door de indiening van dit voorstel.

Staatssecretaris Françoise Dupuis herinnert eraan dat zij reeds in het kader van die interpellatie heeft geantwoord en precieze cijfers heeft gegeven over de aangepaste woningen. Ze heeft benadrukt dat het mogelijk is afwijkingen toe te staan in de gewenste zin. Aangezien de heer De Wolf de aandacht vestigt op het feit dat het misschien niet overal zo

voyer une circulaire. Elle propose donc que la commission en reste là.

M. Vincent De Wolf s'insurge : la majorité abuse de sa position dominante. Alors qu'il démontre que les choses ne se passent pas du tout comme la Secrétaire d'Etat le prétend, celle-ci ne veut rien savoir et refuse d'adopter la proposition sous prétexte qu'elle va donner une instruction en ce sens. L'intervenant regrette que la majorité refuse de voter les textes constructifs de l'opposition.

III. Vote sur la proposition de résolution

L'ensemble de la proposition de résolution est rejeté par 9 voix contre 5.

Confiance est faite aux corapporteuses pour la rédaction du rapport.

Les Rapporteuses,

Michèle HASQUIN-NAHUM
Nadia EL YOUSFI

Le Président,

Michel COLSON

is, behoort er een circulaire te worden gezonden. Zij stelt voor dat de commissie het daarbij laat.

De heer Vincent De Wolf reageert gepikeerd dat de meerderheid van haar dominante positie misbruik maakt. Hoewel hij aantoont dat de toestand anders is dan de staatssecretaris beweert, wil zij niets weten en weigert zij het voorstel goed te keuren onder het voorwendsel dat zij in die zin instructies zal geven. De spreker betreurt dat de meerderheid weigert constructieve teksten van de oppositie goed te keuren.

III. Stemming over het voorstel van resolutie

Het voorstel van resolutie wordt in zijn geheel verworpen met 9 stemmen tegen 5.

Vertrouwen wordt geschonken aan de mederapporteurs voor het opstellen van het verslag.

De Rapporteurs,

Michèle HASQUIN-NAHUM
Nadia EL YOUSFI

De Voorzitter,

Michel COLSON

